

# INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

ACADÉMIE DE GESTION DES FINANCES  
PUBLIQUES POUR L'AFRIQUE

Série de formations des cadres sur  
la gestion des finances publiques

## MODÉLISATION ET PRÉVISIONS MACRO-BUDGÉTAIRES EN AFRIQUE: APPLICATION À LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Notes à l'intention des décideurs politiques



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT



AFRICAN DEVELOPMENT  
INSTITUTE  
INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

#### **AUTEURS PRINCIPAUX COORDONNATEURS :**

**Prof. Kevin Chika Urama, FAAS,**  
Économiste en chef et Vice-président par intérim, Complexe de gestion économique et des connaissances et directeur principal<sup>1</sup>

**Dr. Eric Kehinde Ogunleye,**  
Conseiller de l'économiste en chef et vice-président, Complexe de gouvernance économique et de gestion des connaissances et Chef de Division pi, Division de la gestion des politiques<sup>1</sup>

#### **AUTEURS CONTRIBUTEURS :**

**Dr. Seedwell Hove,** Responsable en Chef du développement des capacités<sup>1</sup>

**M. Attoumane Bacar Saindou,** Responsable principal du développement des capacités<sup>1</sup>

**Dr. Wabiri Njeri,** Responsable principale du développement des capacités<sup>1</sup>

**M. Nkoanyane Sebutsoe,** Responsable supérieur du développement des capacités<sup>1</sup>

**M. Chidiebere Ibe,** Responsable supérieur du développement des capacités<sup>1</sup>

**M. Daniel Yeboah-Forson,** chargé du développement des capacités<sup>1</sup>

**Mme Susan Lado,** jeune professionnelle<sup>1</sup>

#### **PAIRS EVALUATEURS :**

**Dr. Austin Chiumia,** économiste principal, Banque de réserve du Malawi, Lilongwe, Malawi

**Prof. Sylvain Boko,** directeur des programmes, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, Accra, Ghana.

**M. Dawit Tessema,** économiste principal, département de la politique macroéconomique, des prévisions et de la recherche, Banque africaine de développement

<sup>1</sup> Institut africain de développement, Banque africaine de développement, Côte d'Ivoire

Les Notes à l'intention des décideurs doivent être citées comme suit : Citation : Groupe de la Banque africaine de développement (2022) : Notes pour les décideurs. Modélisation et prévisions macro-budgétaires en Afrique. Contributions de la formation des cadres de la Banque africaine de développement en gestion des finances publiques sur la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique, septembre 2022 [Urama, K.C ; Ogunleye, E.K. ; Hove, S. ; Saindou, A.B. ; Sebutsoe, N. ; Ibe, C. ; Yeboah-Forson, D ; Wabiri, N. ; et Lado, S.P ; (eds.)]. Groupe de la Banque africaine de développement, Abidjan, Côte d'Ivoire.



# Table des matières

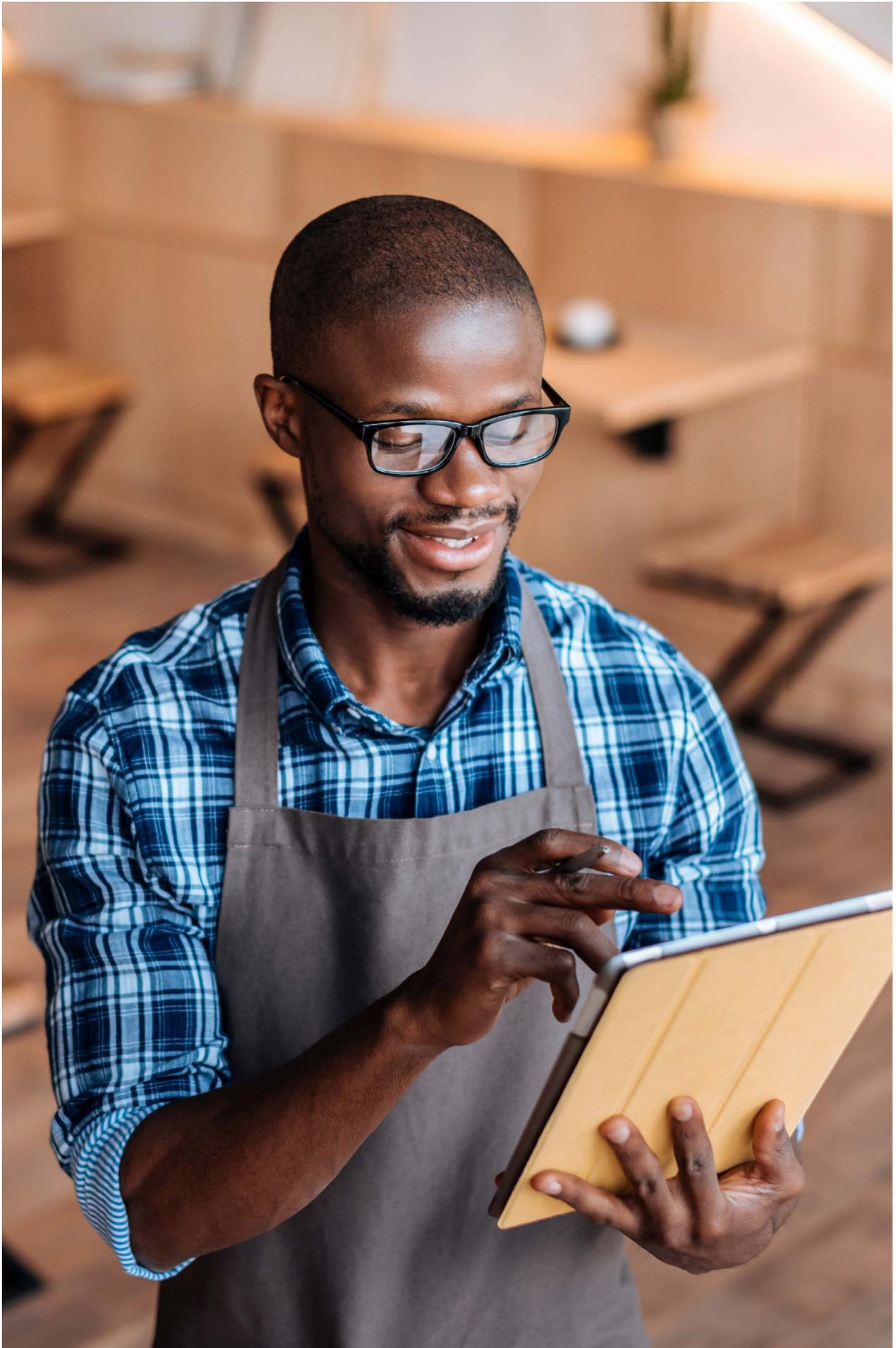
REMERCIEMENTS	5
1. CONTEXTE	7
2. OPTIONS POLITIQUES POUR LA MODÉLISATION ET LES PRÉVISIONS MACRO-BUDGÉTAIRES EN AFRIQUE	9
2.1 POLITIQUES À COURT TERME	9
2.2 POLITIQUES À MOYEN TERME	10
2.3 POLITIQUES À LONG TERME	10
3. CALENDRIER, CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES	11
4. ENSEIGNEMENTS TIRÉS	12
5. CONCLUSION	13

# Remerciements

Nous remercions, avec une profonde gratitude, le soutien et les sacrifices des pairs évaluateurs qui ont généreusement pris le temps d'examiner les versions précédentes du rapport et d'offrir d'excellents commentaires et suggestions. Nous remercions également tous les participants des pays membres régionaux (PMR) CMR à la formation des cadres en gestion des finances publiques sur la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique pour leur participation, leurs discussions et contributions animées, intéressantes et engageantes. Nous sommes reconnaissants à tous les partenaires institutionnels pour le soutien qu'ils ont apporté à l'élaboration, à la mise en œuvre et à la réalisation de la formation. Il s'agit notamment du Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) ; le Groupe de la Banque mondiale (BM) ; les services fiscaux sud-africains ; la Banque de réserve du Malawi ; et le Centre africain pour la transformation économique (CATE).

Le rapport a bénéficié des conférences, présentations et discussions des facilitateurs de formation. Il s'agit notamment de Dr Austin Chiumia, économiste principal, Banque de réserve du Malawi, Malawi ; Dr Abebe Shimeles, directeur de recherche, Consortium africain de recherche économique ; Kenya ; Mme Wynnona Steyn, économiste, South African Revenue Service, Afrique du Sud ; Dr Seedwell Hove, responsable en chef du développement des capacités, Institut africain de développement, Banque africaine de développement ; M. Dawit Tessema, économiste principal, Politique macroéconomique, prévision et développement de la recherche, (ECMR), Groupe de la Banque africaine de développement ; M. Andrew Burns, chef de l'unité de modélisation macroéconomique, Banque mondiale, États-Unis ; Dr Roberto Tibana, directeur de la recherche, Centre africain pour la transformation économique (CATE), Ghana ; Dr Edouard Nsimba, consultant, États-Unis ; M. Konan Raphael N'guessan, consultant, Côte d'Ivoire ; Hon Mohammed Boussaid, ancien ministre des finances, Maroc ; Hon Seth Terkper, ancien ministre des finances, Ghana ; M. Jean Gaspard Ntoutoume Ayi ; consultant, Gabon.

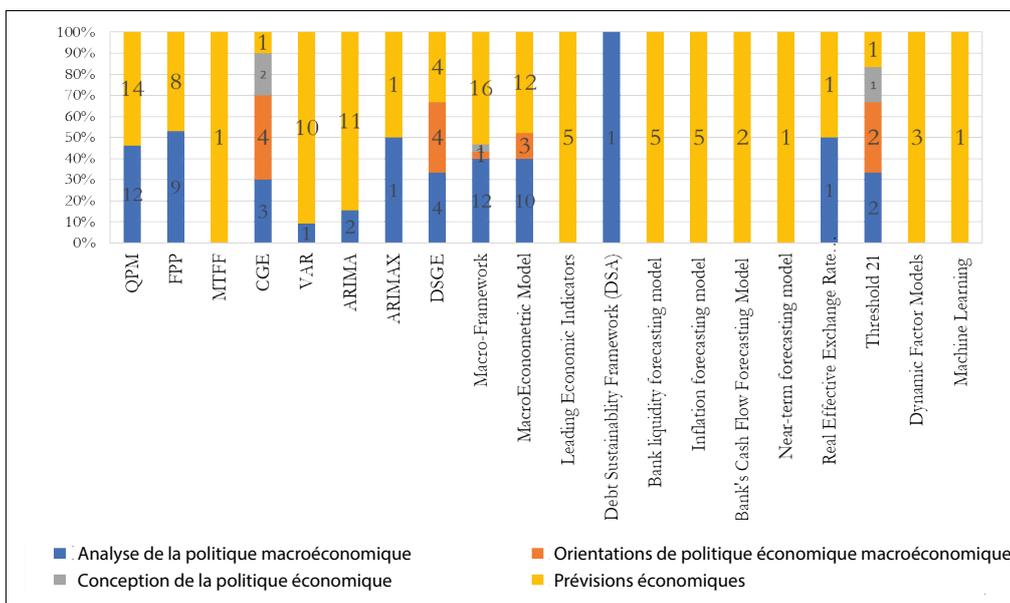
Nous remercions également l'équipe du Groupe de la Banque africaine de développement qui a contribué à l'organisation de la formation. Notamment, Mme Tania Sede Adjagan, assistante en communication unifiée, Technologie de l'information, Mme Dhoubia Dorsaf, ingénieur en communication unifiée, Technologie de l'information, et Mme Kamaria Badirou, assistante d'équipe, Institut africain de développement.



# 1. Contexte

- De nombreux pays africains ne disposent pas de modèles macroéconomiques adéquats pour planifier, concevoir et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques efficaces et pour mettre en place des pratiques saines de gestion des finances publiques. Avec l'augmentation continue des incertitudes nationales et mondiales, il est de plus en plus nécessaire d'adopter des politiques macroéconomiques prudentes pour répondre à ces chocs et créer la stabilité macroéconomique nécessaire à une croissance économique durable.
- Les décideurs politiques doivent disposer des outils appropriés qui leur permettront de prendre des décisions politiques en anticipant de manière plus explicite l'impact de leurs décisions sur la croissance économique et le niveau de vie, ainsi que les implications financières et fiscales des actions politiques.
- Compte tenu de l'interdépendance de la gestion macroéconomique et de la gestion des finances publiques, il est essentiel pour les praticiens de la gestion des finances publiques (GFP) sur le continent africain de se tenir au courant des outils de modélisation et de prévision macro-budgétaires pertinents qui répondent à leurs besoins.
- La capacité de modélisation et de prévision macroéconomique de l'Afrique reste limitée (figure 1). Selon une étude de référence de la BAD sur les modèles macroéconomiques en Afrique, si le développement et l'utilisation de modèles macroéconomiques dans l'élaboration des politiques en Afrique ont progressé au fil des ans, d'importantes lacunes subsistent. Il s'agit notamment de l'insuffisance des compétences en matière de développement et de maintenance des modèles macroéconomiques, de la faible capacité de prévision macroéconomique, de l'inadéquation et de l'incohérence des données, de l'appropriation insuffisante des outils techniques et de l'insuffisance des dispositions institutionnelles en matière de coordination des politiques économiques.
- Ces lacunes ont entravé l'efficacité de la prise de décision et de la gestion macroéconomique, ainsi que la mise en place de réponses politiques appropriées aux chocs, ce qui a contribué à la dégradation des résultats macroéconomiques et à la lenteur de la reprise après les crises économiques.

**Figure 1: Utilisation des modèles/cadres macroéconomiques en Afrique**



Source: Réponses à l'enquête de référence

- Il est nécessaire de renforcer la capacité à développer et à utiliser des outils de modélisation et de prévision appropriés, solides, fiables et cohérents pour guider la prise de décision politique, y compris la politique fiscale et la planification et l'exécution du budget.
- A travers l'Académie de gestion des finances publiques (AGFP), l'Institut africain de développement (IAD), a co-organisé avec ses partenaires : le Consortium africain de recherche économique (CREA) et le Groupe de la Banque mondiale (GBM) une formation des cadres de 4 jours pour les professionnels des pays membres régionaux sur « la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique : Application à la gestion des finances publiques» du 26 au 29 septembre 2022.
- Il s'agissait de la deuxième session de la formation structurée de 18 mois sur la gestion des finances publiques, dispensée par le PFMA de la Banque africaine de développement et hébergée par l'Institut africain de développement. La formation a fourni des outils pratiques et des options politiques réalisables pour renforcer la capacité de modélisation et de prévision macro-budgétaire en Afrique. Cette note résume les principales options politiques qui ont émergé des discussions.
- La formation s'articulait autour de neuf domaines thématiques, notamment
  - Concepts et types de modélisation et de prévision, importance et application dans la GFP.
  - Modélisation macroéconomique et prévisions budgétaires en Afrique : L'économie politique et l'état des lieux.
  - Développement et application de modèles macro-économétriques pour les simulations et les projections budgétaires.
  - Application de la modélisation macro-budgétaire dans les cadres budgétaires à moyen terme
  - Outils et techniques pour la planification et la gestion des projets d'investissement public.
  - Prévision des recettes fiscales
  - Modélisation et prévisions macro-budgétaires intégrant le secteur des ressources naturelles.
  - Analyse et prévision des dépenses publiques
  - Modèles macroéconomiques pour l'analyse de l'impact économique des politiques fiscales.
- Des sessions parallèles en petits groupes, basées sur les caractéristiques des groupes de pays, ont également été incluses dans la formation. Les pays ont été divisés en quatre catégories : pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, pays à forte intensité de ressources et pays en transition. Ces sessions ont facilité l'apprentissage entre pairs, les discussions sur les questions, les expériences et les pratiques en matière de modélisation macro-budgétaire, ainsi que les enseignements pertinents pour ces différences entre pays.

## 2. Options politiques pour la modélisation et les prévisions macro-budgétaires en Afrique

La formation a produit plusieurs options politiques pour renforcer la capacité de modélisation et de prévision macro-budgétaire de l'Afrique, y compris des options politiques à court, moyen et long terme.

### 2.1 Politiques à court terme

- Soutenir la capacité des unités de modélisation macroéconomique en développement dans les ministères des finances, les banques centrales et les autorités fiscales afin d'améliorer les méthodologies de recherche, la rédaction de rapports, les visualisations de données et les organisations de leur recherche et de leur modélisation macroéconomique.
- Développer les capacités pour améliorer la production, la collecte, le traitement et la gestion des données en soutenant les agences statistiques.
- Développer des outils de modélisation et de prévision compatibles avec l'environnement des technologies de l'information et les compétences des fonctionnaires, à titre de mesure provisoire, si nécessaire.
- Entreprendre une formation continue du personnel en cours d'emploi et améliorer les conditions de travail du personnel chargé de la modélisation macroéconomique afin de contribuer à réduire le taux élevé de rotation du personnel dans ces départements.
- Renforcer les dispositions institutionnelles, la coordination et la communication afin d'accroître la capacité de modélisation macroéconomique des différentes agences.
- Encourager l'engagement auprès des plus hautes instances décisionnelles pour faire accepter l'importance de fonder et d'orienter les politiques macroéconomiques sur des modèles macro-budgétaires rigoureux et suffisamment robustes.
- Exploiter des outils modernes et avancés pour l'analyse des données, la modélisation macroéconomique, la recherche et l'analyse.
- Développer les capacités de modélisation macro-budgétaire tant au niveau des gouvernements nationaux/centraux qu'au niveau infranational.
- Encourager les pays à travailler à l'élaboration de modèles macro-budgétaires qui tiennent compte des réalités structurelles.
- Les institutions multilatérales comme la BAD pourraient aider les pays à collaborer encore davantage pour faciliter les accords d'apprentissage entre pairs en matière de modélisation macro-budgétaire.

## 2.2 Politiques à moyen terme

- Adopter des cadres législatifs définissant les fonctions et les responsabilités des unités macro-budgétaires afin d'institutionnaliser la modélisation macro-budgétaire et de permettre l'utilisation de ses résultats.
- Renforcer la capacité à développer des modèles qui intègrent les questions émergentes.
- Intégrer la modélisation de l'apprentissage automatique dans les processus budgétaires et statistiques afin de construire des modèles robustes capables de produire des prévisions économiques fiables.
- Améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et budgétaires.
- Améliorer l'engagement politique en faveur des cadres budgétaires à moyen terme et des objectifs budgétaires annuels.
- Renforcer les partenariats et les cadres de coordination pour le renforcement des capacités en matière de modélisation macroéconomique entre les institutions régionales et multilatérales afin de parvenir à une approche plus systématique de la modélisation et des prévisions macroéconomiques.

## 2.3 Politiques à long terme

- Mettre en place des cadres et des instruments juridiques pour réduire l'incidence de l'ingérence politique dans la modélisation et les prévisions macro-budgétaires.
- Harmoniser les normes de modélisation dans les pays membres régionaux.
- Identifier et offrir des possibilités de formation à long terme, telles que des maîtrises et des doctorats, dans des domaines liés à la modélisation et aux prévisions macroéconomiques.
- Soutien continu pour renforcer la capacité de développement de modèles avec une forte appropriation locale.
- La modélisation et les prévisions macro-budgétaires doivent s'appuyer sur des stratégies claires à moyen terme qui tiennent compte d'incertitudes telles que l'évolution des entreprises, les changements dans les modèles de consommation et de production, le commerce et d'autres variables qui ont un impact significatif sur les questions économiques faisant l'objet de la modélisation.
- Créer des communautés de pratique régionales ou des centres techniques de modélisation afin de créer des incitations et des possibilités de synergies en matière de modélisation macroéconomique. Les gouvernements doivent mettre en place des dispositions solides et institutionnelles pour les communautés de pratique et créer des incitations pour que les PMR s'approprient les communautés de pratique et s'y engagent. Cela déclenchera un flux de ressources, car les ressources suivent généralement l'engagement.

### 3. Calendrier, conception et mise en œuvre des politiques

- Les outils de modélisation et de prévision macro-budgétaires ont évolué, avec des efforts pour adapter les modèles macro-budgétaires à des circonstances économiques spécifiques.
- Les modèles complexes ne peuvent être efficaces pour produire les résultats économiques souhaités pour les économies africaines que si l'expertise requise est disponible pour faire fonctionner les modèles, quel que soit leur potentiel théorique. Ainsi, bien que certains modèles aient pu fonctionner dans un contexte spécifique, les pays doivent examiner leur contexte et voir s'il est possible de les adopter.
- Les décideurs politiques devraient définir les effets multiplicateurs potentiels et les avantages connexes des stratégies politiques et des réformes au stade de l'élaboration des politiques. À cet égard, les cadres macro-budgétaires et la conception des politiques devraient inclure des indicateurs clairs de responsabilité et de communication des prévisions afin d'améliorer leur utilisation pratique.

## 4. Enseignements tirés

- Les différences de capacités, les caractéristiques propres à chaque pays, la taille des équipes et la disponibilité des données ont façonné les expériences des pays africains en matière de modélisation et de prévisions macro-budgétaires.
- La coordination entre les ministères et les agences gouvernementales est essentielle pour développer et déployer des outils de modélisation et de prévision macro-budgétaires. Ces problèmes de coordination entravent la modélisation macroéconomique, les prévisions, la cohérence des politiques et leur mise en œuvre.
- La production et l'amélioration de données fiables permettront aux pays de développer des modèles précieux et améliorés.
- Les outils nécessaires et la disponibilité des données sont essentiels pour développer des modèles macroéconomiques robustes.
- Il est nécessaire de soutenir et de renforcer les agences nationales de statistiques pour leur permettre de fournir des données adéquates et précises qui peuvent contribuer à la modélisation et à la prévision dans leur pays.
- Un modèle simple, transparent et flexible est toujours préférable à un modèle complexe et obscur.
- Les partenariats et les collaborations entre partenaires sont essentiels pour optimiser les ressources, éviter les doubles emplois et garantir l'efficacité.
- L'engagement politique est essentiel pour obtenir l'adhésion et le soutien financier externe des institutions multilatérales de développement et des partenaires de développement afin de renforcer la capacité de modélisation macro-budgétaire.
- Il est essentiel de tenir compte de l'influence politique sur les prévisions économiques pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des modèles et des prévisions.
- L'intégration du corps législatif dans le processus de prévision macro-budgétaire permet de gérer la communication de la modélisation, des résultats des prévisions et des changements dans les projections.
- Il faut du temps, des ressources et de l'engagement pour développer la capacité de modélisation au point d'informer, d'influencer et d'inspirer les décideurs politiques.

## 5. Conclusion

- De nombreux pays africains restent confrontés à une faible capacité de modélisation macro-budgétaire. Cette situation entrave l'efficacité de la prise de décision et de la gestion macroéconomique, ainsi que les réponses politiques appropriées aux chocs, ce qui contribue à l'aggravation des résultats macroéconomiques et à la lenteur de la reprise après les crises.
- Les pays devraient développer leurs capacités afin d'améliorer la production, la collecte, le traitement et la gestion des données pour les agences statistiques ; renforcer les dispositions institutionnelles, la coordination et la communication ; favoriser l'engagement avec les organes décisionnels les plus élevés afin d'obtenir leur adhésion ; exploiter les outils modernes et avancés pour l'analyse des données et la modélisation macroéconomique, renforcer la capacité à développer des modèles qui intègrent les questions émergentes ; s'efforcer d'améliorer la qualité des prévisions macroéconomiques et budgétaires ; intégrer les nouvelles technologies dans les processus de modélisation ; harmoniser les normes de modélisation entre les pays ; développer des communautés de pratique régionales ou des centres techniques de modélisation ; renforcer les partenariats et les cadres de coordination pour le renforcement des capacités en matière de modélisation macroéconomique entre les institutions régionales et multilatérales, et établir des partenariats avec les universités pour une formation à long terme telle que des masters et des doctorats dans des domaines liés à la modélisation macroéconomique et à l'économie et dans des domaines liés à la modélisation et aux prévisions macroéconomiques.
- L'obtention des résultats politiques souhaités dans le cadre de la modélisation macro-budgétaire dépend du calendrier des politiques, de leur opportunité, de la flexibilité de leur mise en œuvre et des contextes.



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP  
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DEVELOPPEMENT

